



**MEMORANDUM À L'ATTENTION DU PREMIER MINISTRE, CHEF
DU GOUVERNEMENT, DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS EN
VUE DU GRAND DIALOGUE NATIONAL ANNONCÉ LE 10
SEPTEMBRE 2019**

Nous avons pris connaissance du « Planning prévisionnel » des consultations établi par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, en vue du Grand Dialogue national annoncé. Il en ressort que le Mouvement pour le Renaissance du Cameroun (MRC) devrait être consulté le mercredi, 18 septembre 2019 à 11 heures.

Y faisant suite, le MRC porte à votre connaissance ce qui suit :

1 – Le MRC ne saurait prendre part à ce Grand Dialogue national sans la libération préalable de son Président national, Professeur Maurice KAMTO, des leaders des partis politiques et organisations alliés ainsi que des militants et sympathisants du MRC arrêtés arbitrairement et détenus illégalement depuis plus de sept mois pour certains, à la suite des « Marches Blanches Pacifiques » des 26 janvier, 1^{er} et 8 juin 2019.

2 – La résolution de la question, puis de la crise anglophones a toujours été au centre des préoccupations du MRC, et ce dès sa création :

- Elle figure dans son projet de société, publié en anglais et en français dès 2012.
- Le 25 juin 2015 au cours d'un grand meeting à la Place des fêtes de Bamenda, le Président national du MRC, Professeur Maurice KAMTO, a rappelé qu'il y a un problème anglophone dans notre pays et qu'il devrait être résolu par le dialogue.
- Le 10 décembre 2016 lors d'un meeting à Ngaoundéré, face aux exactions commises par les forces de sécurité et devant les premières victimes tuées par balles, le Président du MRC a appelé à l'organisation urgente d'un dialogue politique national, seul susceptible de prévenir l'éclatement d'une guerre civile avec son cortège de drame humanitaire.
- Lors de ses différentes sorties publiques ou médiatiques (Radio, TV, Conférence de presse), le Professeur KAMTO n'a cessé de rappeler l'existence persistante de la

question anglophone dans notre pays et, à la suite de la crise, l'urgence de la résolution par un dialogue politique.

- Lors de la campagne pour l'élection présidentielle d'octobre 2018, la résolution du problème anglophone est au cœur des préoccupations du candidat Maurice KAMTO, un de ses engagements prioritaires étant qu'il se rendra dans les Régions de Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) en cas de victoire.

- Au lendemain de l'élection présidentielle d'octobre 2018 aux résultats fortement contestés, le MRC et ses Alliés lancent un Plan national de résistance (PNR) en novembre, dont un des points majeurs est « NON A LA GUERRE DANS LE NOSO » et « OUI AU DIALOGUE INCLUSIF ».

- Dans le cadre du même PNR, le MRC initie un vaste programme d'assistance humanitaire à travers la Fondation AYAH qui donne un résultat très satisfaisant. Il propose au Gouvernement un schéma de sortie de crise dans le NOSO comprenant les séquences suivantes :

- Cessez-le-feu négocié avec les groupes armés ;
- Mise en place d'un Comité de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion (CDDR) ;
- Assistance humanitaire et financière d'urgence pour le retour des déplacés et des réfugiés et leur réinsertion ;
- Mise en place d'une Commission Vérité, Justice et Réconciliation ;
- Lancement du dialogue national inclusif, avec l'accompagnement de la Communauté internationale ;

- Alors que les morts se comptent déjà par milliers, les réfugiés et les déplacés par centaines de milliers, le MRC indique que si aucune mesure concrète n'est prise pour résoudre la crise, il initiera des marches pacifiques de protestation à partir de mi-janvier.

- Dans le message de fin d'année 2018 aux Camerounais, le Président du MRC revient avec insistance sur ces propositions et réitère la décision d'organiser des marches pacifiques.

- Devant l'inaction du Gouvernement et le rejet de l'idée même de dialogue politique avec les protestataires du NOSO, le MRC et ses Alliés organisent le 26 janvier 2019



des « Marches Blanches Pacifiques » dans un certain nombre de localités du Cameroun. Les premières arrestations arbitraires suivies de détentions illégales des leaders et des centaines de militants et sympathisants surviennent à la suite de ces marches blanches.

- Le 9 mai 2019, lorsque le Premier ministre au cours d'une tournée dans le NOSO, annonce l'ouverture du Gouvernement à l'idée d'un dialogue national inclusif, le MRC et ses Alliés publient un Mémorandum contenant de propositions détaillées pour l'organisation et la réussite d'un tel dialogue, ainsi que la résolution des crises multiformes auxquelles le Cameroun est confronté.

3 – Dès l'annonce de la tenue du Grand Dialogue national pour la fin du mois de septembre courant, le MRC a publié un communiqué faisant état de ses préoccupations relativement aux préalables devant garantir le succès de cet événement. Il s'agit de la nécessité d'une démarche consensuelle reposant notamment sur les points suivants :

- La mise sur pied d'une Commission préparatoire du Grand Dialogue national disposant d'un délai suffisant et composée des principaux protagonistes de la crise du NOSO et acteurs de la vie politique nationale, ainsi que d'autres forces vives de la nation. A cet égard, on ne saurait perdre de vue que le Premier ministre, étant membre du RDPC, représente une des parties au Grand Dialogue. La présidence de ce Grand Dialogue et le pouvoir de consultation conféré au Premier ministre en vue de sa tenue sont une démarche unilatérale et opaque susceptible de décrédibiliser le processus ainsi que les objectifs qui lui sont assignés. Le « Planning prévisionnel » des consultations en est la preuve manifeste. Par exemple, on ignore suivant quels critères certains partis politiques sont consultés en tant que tels et certains de leurs dirigeants (Vice-Président, Secrétaire Général du Comité central) le sont séparément en tant que leaders d'opinion ou institution/délégation ; qu'est-ce qui explique ou justifie la présence de certaines organisations de la société civile et l'absence d'autres, notamment celles en charge des questions des droits de l'homme et de la promotion de l'engagement citoyen. Il n'est pas superflu de relever que la plupart des catégories consultées ont notamment parti lié avec le RDPC. Dans ces conditions, il est à craindre que le dialogue soit déséquilibré et ne produise pas les résultats attendus pour résoudre



durablement les crises multiformes auxquelles le pays est confronté, particulièrement celle du NOSO.

- La participation DIRECTE des forces de défense et de sécurité d'une part, et celle des groupes armés d'autre part, pose un problème particulier, s'agissant d'un dialogue politique. En effet, l'armée républicaine est assujettie au pouvoir politique et doit dès lors être représentée par les politiques en l'occurrence les ministres concernés. Quant aux groupes armés combattants dans le NOSO, ils doivent être représentés par leurs leaders politiques. Il serait dangereux pour l'avenir des institutions républicaines d'impliquer directement les Forces armées et les groupes combattants armés dans la gestion des affaires politiques de notre pays.

- La Commission préparatoire devrait s'assurer du caractère véritablement inclusif du Grand Dialogue. A cet égard, il est important que toutes les personnes arrêtées et encore détenues dans le cadre de la crise des régions NOSO soient libérées et que leurs leaders prennent part au Grand dialogue.

Une amnistie générale est dès lors indispensable. En outre, il est impératif de donner des assurances écrites que tout participant à ce Grand dialogue vivant au Cameroun ou à l'étranger peut aller et venir librement sans courir le risque d'une arrestation, et prendre part en toute sécurité à cet événement.

- La commission préparatoire devrait en outre régler dans le cadre des projets de textes à soumettre à l'approbation du Grand Dialogue à son ouverture, un certain nombre de questions pratiques indispensables à la bonne tenue du Grand Dialogue, notamment :

- Le projet d'ordre du jour ;
- Les dates et le calendrier de l'événement ;
- L'organisation du Bureau du Grand Dialogue ;
- L'organisation des débats et les modalités de prise de décision ;
- L'affirmation du caractère obligatoire des résolutions du Grand Dialogue ;
- Le calendrier de mise en œuvre des résolutions ;
- Le mécanisme de suivi de cette mise en œuvre.



- En ce qui concerne l'ordre du jour du Grand Dialogue, le MRC a pris note de ce qu'il ira au-delà de la crise dans le NOSO et s'étendra à d'autres questions d'importance nationale. Dans cette perspective, si l'on veut régler durablement les problèmes de notre pays, le MRC estime qu'il devra impérativement inclure :

- la question de la forme de l'État ;
- la réforme du système électoral ;
- la garantie du respect des droits humains fondamentaux et des libertés publiques ;
- la garantie de l'indépendance de la Justice ;
- la protection de la fortune publique ;
- le statut de la diaspora et la question de la double nationalité.

- S'agissant de la conduite des débats, elle doit être assurée par une personnalité neutre, jouissant d'une expérience avérée dans la résolution des conflits et approuvée de manière consensuelle par les participants.

- L'implication de la communauté internationale, en l'occurrence, les Nations Unies, l'UA, l'UE, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Canada, l'Italie, est indispensable, au regard :

- de la grande méfiance entre les parties ;
- de son expérience dans la résolution des conflits ;
- de la crédibilité qu'elle apporterait à ce processus ;

- Afin d'assurer la transparence des travaux, le Grand Dialogue devra faire l'objet de la plus grande couverture médiatique et de la diffusion intégrale des débats.

Prison Principale de Yaoundé le 17 septembre 2019

Le Président National du MRC



Maurice KAMTO